

Services-publics

La reconquête et la promotion des services-publics, nationaux et locaux...

La défense et la promotion des services publics au plan national comme au plan local est constitutive de notre conception d'une société d'émancipation humaine. Les services publics sont un facteur essentiel de réduction des inégalités, d'aménagement du territoire, de modernisation de notre pays, de garantie de l'égalité républicaine.

Aujourd'hui, dans le droit fil des logiques libérales, l'ambition du gouvernement est d'achever la marchandisation des services publics et leur mise en concurrence. Santé, poste, transports, énergie... aucun secteur n'est épargné par les directives européennes et la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

Une politique régionale qui resterait dans le cadre des missions dont l'État se décharge progressivement, réforme après réforme, une Région se contentant d'une «bonne gestion», s'inscrirait dans les logiques du capital.

Nous n'acceptons ni la logique de mise en concurrence «libre et non faussée», ni la marchandisation des biens et secteurs relevant du bien commun, ni le statut quo.

Les régions doivent devenir des bases de résistances, de riposte, de reconquête et de modernisation des services publics. Elles doivent donner à voir, avec des expérimentations, ce qu'il serait possible de généraliser en France si lors des prochains scrutins une majorité de nos concitoyens se rassemblait sur un véritable projet de gauche.

Notre engagement repose sur 3 objectifs :

Sortir les services publics des logiques marchandes

Toute notre action sera au service de cet objectif, ainsi **nous nous opposons à la privatisation et aux fermetures annoncées** que ce soit dans le cadre des missions des agences régionales de santé ou bien encore de l'ouverture à la concurrence des dessertes ferroviaires, de la privatisation de la poste, des ports...

Nous nous opposerons à leur mise en concurrence et à l'intrusion dans leurs gestions des critères de rentabilité financière en faisant valoir d'autres critères, d'efficacité sociétale et de coopération.

Reconquérir, moderniser les services publics, en créer de nouveaux

Les biens communs de l'humanité et les besoins vitaux doivent revenir dans la sphère publique: le logement social, les grandes infrastructures (autoroutes...), la gestion de l'eau, la santé, la formation... notre action vise à **favoriser une réappropriation publique de ces secteurs**. Dans cet esprit nous proposons la mise en place de **maisons régionales de l'eau**, afin d'inciter les collectivités à gérer ce bien commun en régie publique et de leur en fournir les moyens.

Notre action vise aussi à contribuer à **créer et développer de nouveaux services publics** répondant à des besoins qui se renforcent. Il en est ainsi de l'aide à la personne et de la question de la dépendance, sans parler des services publics de l'emploi, de la formation...

Appropriation par les citoyen-ne-s

La gestion étatique des services publics n'a pas permis de répondre à la hauteur nécessaire aux besoins et aspirations des populations. Au cœur de notre projet d'avenir pour les services publics nous plaçons les citoyen-ne-s comme usagers, comme salarié-e-s mais aussi comme décideurs.

Nous proposons la mise en place, en lien avec la création au plan régional d'une **Assemblée participative**, d'Ateliers Citoyen-ne-s ancrés dans les territoires pour rendre effective la participation des citoyen-ne-s aux prises de décisions.

Ces Ateliers doivent être le lieu d'élaboration démocratique d'un plan de reconquête et de modernisation des services publics à partir d'un recensement des besoins. Ils participeront à la définition des contenus des prestations attendues, les priorités d'investissement, la qualité des services rendus, la politique tarifaire et les éventuelles gratuités.